

RAPPORT DU CONSEIL COMMUNAL DU 15 DECEMBRE 2023

Le conseil communal a discuté le budget rectifié 2023 et le budget initial 2024. Les deux documents ont été approuvés à la majorité des voix.

Discussion du budget rectifié 2023 et du budget initial 2024

Le bourgmestre a invité les membres du conseil à prendre position par rapport au budget présenté lors de la séance du 1er décembre.

M. Guy Frantzen (LSAP)

M. Guy Frantzen (LSAP) considère que la présentation du budget constitue, surtout en début de législature, un premier contrôle financier par rapport à la déclaration échevinale, fournissant des indications sur la réalisabilité des projets et discernant ceux qui resteront des vœux pieux. Selon lui, le budget ne prévoit pas d'allocation de fonds pour le logement social et abordable, malgré la crise actuelle du logement au niveau national. Le conseiller se demande s'il ne vaudrait pas mieux convertir l'emplacement définitif du « BicherKueb » au « Papageienhaus » en logements abordables. M. Frantzen salue l'annonce du « Pass Interrail » offert à tous les citoyens à leur 18e anniversaire, mais souligne que les jeunes issus de familles défavorisées ne pourront pas se permettre un tel voyage sans argent de poche supplémentaire. Le conseiller estime qu'un concept global autour de la mobilité douce fait toujours défaut. Il souhaite obtenir des détails sur le poste budgétaire prévu pour les diverses mesures de protection contre les inondations. Il juge l'embauche de deux nouveaux agents municipaux non appropriée, préférant attendre le développement d'une police communale. M. Frantzen approuve les investissements dans la zone d'activités « Krakelshaff », mais regrette le manque de transparence concernant l'ouverture de l'appel à candidatures et la sélection des entreprises pouvant s'y implanter. Le conseiller critique le manque de transparence dans les dépenses de la piscine intercommunale. Il souligne que le conseil municipal ne reçoit qu'une fois par an un document budgétaire dépourvu d'explications détaillées. Bien qu'il apprécie l'installation de 80 panneaux solaires sur le toit de la piscine, il demande au collègue échevinal de fournir plus d'informations. De plus, il rappelle que par le passé, les membres du conseil communal bénéficiaient d'une visite annuelle avec des explications, une pratique qui semble avoir été abandonnée. Le conseiller souhaite connaître les coûts de réalisation du graffiti dans le passage souterrain et de l'entretien après vandalisme. Il s'interroge sur l'avenir du cinéma local, sur l'emplacement futur du « Cent Buttek », sur la rénovation de la « Schoul am Duerf » après 2025 et son adaptation au concept pédagogique élaboré dans le plan directeur et le devenir des ateliers dans le parc Jacquinot après le déménagement du CIGL et du bâtiment du camping. M. Frantzen se demande également si le déménagement du CIGL sur le site à Abweiler est une bonne idée, compte tenu du manque de voiture de la plupart des bénéficiaires. En conclusion, le conseiller exprime sa crainte quant à la



marge de manœuvre financière de plus en plus restreinte de la commune. Il reconnaît que la commune se doit d'investir dans les infrastructures nécessaires aux citoyens et à ses employés, mais redoute les coûts ultérieurs d'entretien des nouveaux bâtiments.

M. Alain Gillet (CSV)

Selon M. Alain Gillet (CSV), le budget 2024 s'inscrit dans la continuité des exercices précédents. La pyramide des âges montrant clairement une augmentation constante du nombre d'enfants dans la commune, il trouve logique d'investir une part importante du budget en faveur des enfants. Il cite à cet égard le SEA « Reebou », la maison d'éducation « Ëm de Bëchel » et l'extension de l'école à Noertzange. Ces projets ont été votés à l'unanimité, ce qui suscite l'incompréhension de M. Gillet à l'égard du parti socialiste qui critique régulièrement l'augmentation de la dette. Le conseiller salue également le financement de la MJC, de la crèche inclusive Kokopelli, l'initiative « Pass Interrail », les primes pour élèves et étudiants ainsi que le « Club Aktiv+ deForum ». Sur le plan social, le conseiller se félicite du projet d'extension de l'Office Social Commun, de l'augmentation de l'allocation sociale, des aides au CIGL et des projets menés par « Beetebuerg Hëllef » et la MJC. Il exprime sa gratitude envers les dix ménages de la commune qui hébergent des réfugiés ukrainiens. M. Gillet salue le projet de la maison citoyenne et la prochaine étape du « Pakt vum Zesummeliewen ». Il souligne que le budget continue de soutenir financièrement et logistiquement les associations via des subventions élevées et l'acquisition d'un nouveau « Grillmobil ». Le conseiller note également l'importance accordée à la protection de l'environnement dans le budget. Il considère comme normal que la commune investisse dans l'entretien et le renouvellement des conduites d'eau pour garantir la qualité de l'eau potable. Il demeure persuadé de l'importance de se conformer à la directive européenne, qui impose une couverture obligatoire des coûts liés à l'eau potable, cette conformité entraînera une hausse du tarif de l'eau potable en 2024. Il salue également l'investissement dans un camion pour la détection de fuites d'eau et les projets liés au traitement des eaux usées. En conclusion, M. Gillet reconnaît que l'année 2024 ne sera pas financièrement aisée, mais souligne que la nouvelle dette contribuera à investir dans le futur de la planète et des enfants. En résumé, il estime que le budget reflète la mise en œuvre des accords de coalition actuels et antérieurs, avec un accent sur les investissements pour maintenir une commune active.

M. Patrick Kohn (ADR)

M. Patrick Kohn (ADR) approuve les investissements continus dans les grands projets de construction tels que le hall des régies, le campus scolaire « Ëm de Bëchel », le réaménagement de l'entrée en localité route de Luxembourg, l'extension de l'école à Noertzange, les aires de jeux et la sécurisation des passages piétons. Face à la croissance de la pauvreté au Luxembourg, le conseiller salue le soutien apporté à l'OSC, le CIGL et le « Cent Buttek ». M. Kohn approuve également la participation aux frais du CGDIS, la librairie sociale « de BicherKueb », la MJC, la piscine intercommunale ainsi que les subsides aux associations et aux ONG. Bien que les crédits très élevés restent inférieurs au seuil d'alerte de 20 % fixé par le ministère de l'Intérieur, M. Kohn met en garde devant la croissance importante de l'endettement par habitant, qui passe à 11 400 euros en 2024. En raison des taux d'intérêt élevés, le conseiller préconise la prudence, soulignant que la commune de Bettembourg pourrait être en tête de toutes les communes en termes d'endettement en 2024. En conclusion, M. Patrick Kohn (ADR) exprime son plein soutien au budget présenté, reconnaissant les investissements continus dans des projets prioritaires pour le développement de la commune.



Mme Sylvie Jansa (LSAP)

Mme Sylvie Jansa (LSAP) exprime sa satisfaction à l'égard de l'inclusion du concept du « Design for all » dans la déclaration échevinale et son intégration dans la commission des seniors et attend avec impatience sa concrétisation. Elle salue le lancement du « Club Activ+ deForum », mais s'interroge sur la pérennité de la convention avec « Hëllef Doheem » pour « Seniors Plus ». Selon Mme Jansa, les investissements dans la jeunesse sont une obligation pour une commune planifiant son avenir. Elle apprécie le « Pass Interrail », mais souligne que son accessibilité pour les jeunes issus de milieux défavorisés reste un défi financier. La conseillère plaide également en faveur d'initiatives supplémentaires telles que des projets soutenant les jeunes cherchant un logement ou préparant leur entrée dans le monde professionnel. En matière de sécurité, Mme Jansa critique la mesure de l'extinction de l'éclairage public pendant la nuit. Elle estime que les économies d'énergie sont insignifiantes et conteste également la solidarité avec l'Ukraine comme justification, suggérant l'accueil des réfugiés ukrainiens à Bettembourg comme une meilleure solution. Concernant la route de Luxembourg, récemment marquée par deux accidents, Mme Jansa propose d'améliorer l'éclairage des passages piétons et d'installer des feux de signalisation mobiles en attendant le début du projet de réaménagement prévu à l'automne. Elle pointe également l'oubli de la sortie du quartier résidentiel des rues Michel Rodange et Nicolas Rosenfeld dans le cadre de ce projet de réaménagement. La situation actuelle rend difficile, voire dangereuse la sortie des résidents à certaines heures. La conseillère conclut en interrogeant sur la promesse d'installer un distributeur de crème solaire près du centre sportif annoncée il y a un an.

M. Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG)

M. Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) perçoit le budget comme une feuille de route prometteuse pour l'avenir de la commune. Il évoque les nombreux projets et initiatives visant à valoriser la qualité de vie. À l'échelle nationale et internationale, la situation de polycrises impacte les communes, de la politique à l'économie. Selon le conseiller, des investissements massifs dans ce contexte seraient inappropriés. Le budget 2024 suit, selon lui, une ligne de modestie sans sacrifier des projets essentiels. M. Hirsch se réjouit des succès obtenus dans le cadre de la participation au Pacte Nature, motivant ainsi des dépenses élevées en 2024 et une coopération renforcée avec le SICONA. En ce qui concerne le Pacte Climat, le conseiller apprécie les actions prévues qui consolident le travail des années précédentes. Il souligne aussi son support à l'adaptation du règlement sur les bâtisses aux défis découlant du changement climatique et à la transformation prochaine des maisons des douaniers en logements abordables. Le conseiller salue l'investissement continu dans une éducation attrayante, compte tenu de la croissance démographique de la commune. M. Hirsch soutient la création du forum des enfants et des jeunes visant à renforcer les droits de la nouvelle génération en matière de participation démocratique. Il espère que le chantier de rénovation du pont Hammerel encouragera la « mobilité douce » pour les trajets au sein de la commune. Enfin, M. Hirsch considère le « Pass Interrail » comme un investissement judicieux pour promouvoir des habitudes de voyage durables chez la jeune génération, renforçant ainsi la curiosité, la solidarité et la tolérance au sein de la famille européenne.



M. Patrick Hutmacher (LSAP)

Selon M. Patrick Hutmacher (LSAP), les coûts de l'électricité ont plus que doublé depuis 2020. L'augmentation de la consommation d'électricité communale aurait pu être évitée si les cinq toitures des bâtiments communaux, équipées partiellement d'installations PV, avaient été totalement pourvues de panneaux solaires. De plus, si la commune utilisait l'électricité ainsi produite pour ses propres bâtiments, cette énergie pourrait être comptabilisée dans le cadre du Pacte Climat. Actuellement, ce ne serait pas le cas en raison de la rigidité de l'outil de saisie utilisé, entraînant des erreurs et rendant ainsi les rapports de comptabilité énergétique du Pacte Climat erronés. Le conseiller demande si le syndicat intercommunal SIGI, signataire de ces rapports, pourrait fournir des explications sur l'origine de ces erreurs. Il plaide également de ne plus recourir à un conseiller externe dans le cadre du Pacte Climat afin de préserver toutes les compétences au sein de l'administration communale et d'éviter de telles erreurs à l'avenir. M. Hutmacher évoque ensuite un projet de crèche privée à Fennange, actuellement examiné par la commission de l'urbanisme et du logement, prévoyant l'accueil de 37 enfants sur une surface d'environ 200 m². Selon le conseiller, cette superficie serait manifestement insuffisante pour accommoder un tel nombre d'enfants. Il est d'avis que les crèches privées auraient dû être incluses dans le plan directeur des écoles. M. Hutmacher constate que le nombre d'enfants dans la commune stagne depuis quelques années. Dans la déclaration échevinale, il apprend qu'une étude sera réalisée en 2025 pour le projet de construction du nouveau campus scolaire Noertzange. Selon son interprétation, cela laisse entendre que cette nouvelle maison d'éducation ne sera pas construite au cours de cette législature et il sollicite une confirmation à ce sujet. Quant à la nouvelle maison d'éducation « Ëm de Bëchel », elle devrait ouvrir en 2024-2025, offrant d'un coup 500 places supplémentaires. Selon le plan directeur, la « Schoul am Duerf » sera rénovée en 2025, mais le conseiller ne trouve pas d'indication dans la déclaration échevinale si les enfants scolarisés à la « Schoul am Duerf » seront transférés à la nouvelle école « Ëm de Bëchel » et laquelle des deux écoles restera vide en 2024-2025.

M. Marco Estanqueiro (LSAP)

M. Marco Estanqueiro (LSAP) compare la déclaration échevinale avec le budget 2024 et s'étonne de l'absence de nombreux articles budgétaires de projets énoncés dans la déclaration, tels que la revalorisation du parc de recyclage, l'extension du pédibus, un renforcement du soutien aux jeunes âgés de 12 à 16 ans, l'augmentation du nombre de jardins familiaux dans les quartiers résidentiels, la mise en place de pop-up stores et la création de la « Beetebuerg Kaart ». M. Estanqueiro sollicite davantage d'éclaircissements sur l'autonomie énergétique communale visée, sur le futur emplacement fixe du « Repair Café » et ses heures d'ouverture, sur la digitalisation annoncée de l'administration communale ainsi que sur la mise en œuvre prévue des coopératives énergétiques. Le conseiller a soulevé l'idée d'améliorer les conditions de maintien de la prime pour le compostage individuel, étant donné que le montant prévu à cet effet est resté constant ces dernières années. Il s'interroge également sur la possibilité d'envisager un jumelage avec l'une des communes françaises voisines, avec lesquelles la commune collabore déjà dans le cadre du STEP. M. Estanqueiro veut également savoir quels équipements autres que le « Grillmobil » seront acquis pour soutenir logistiquement les clubs. Enfin, il a cherché à comprendre la signification de la décentralisation de l'administration évoquée dans la déclaration échevinale.



M. Guy Bley (CSV)

M. Guy Bley (CSV) exprime son étonnement face aux déclarations de M. Frantzen, qui met en doute la prise en compte du volet social dans le budget. Il souligne que sur les 61 millions d'euros de dépenses, 13,5 millions sont spécifiquement alloués au domaine social, démontrant ainsi, selon le conseiller, l'engagement actif de la commune envers toutes les tranches d'âge et catégories de la population. Le conseiller met en avant l'importance de l'OSC en tant qu'acteur clé dans le domaine social, saluant son professionnalisme et son accueil. Il estime que le budget met en avant les aspects positifs visant à soutenir l'OSC et prévoit également les crédits nécessaires pour continuer l'expansion des locaux nécessaires au bon fonctionnement de l'OSC. M. Bley considère important, lors de l'introduction du parking résidentiel sur l'ensemble du territoire communal, d'engager deux agents municipaux supplémentaires pour assurer un contrôle adéquat, soulignant l'importance de contrôler le respect des règles introduites. Le conseiller apprécie les efforts de la commune en matière de protection contre les inondations, soulignant la réalisation d'une étude, l'organisation d'ateliers avec les habitants, et l'élaboration de plus de 130 mesures. Selon lui, la nouvelle station de mesure de niveau prévue permettra à la commune et aux habitants d'être informés en temps réel en cas d'inondation, facilitant la prise de mesures préventives. M. Bley salue également les investissements importants dans les passages piétons pour renforcer la sécurité. De même, il exprime son appréciation pour les investissements significatifs dans le CGDIS, acteur principal en matière de sécurité.

Mme Izabella Golinska (LSAP)

Mme Izabella Golinska (LSAP) critique la déclaration échevinale pour son manque de mesures spécifiques en faveur des jeunes, à l'exception du « Pass Interrail ». Elle estime que la jeunesse locale a été négligée au cours des dernières années et espère que le budget alloué à cette catégorie d'âge sera substantiellement accru l'année prochaine et place ses espoirs dans la nouvelle commission de l'égalité des chances et de la cohésion sociale. En attendant, la conseillère souhaite la mise en œuvre rapide d'autres points de la déclaration, tels que l'aménagement du parc Jacquinot avec un restaurant et la création d'un mini-stade à Huncherange. Elle considère ces structures multifonctionnelles comme essentielles pour favoriser les interactions sociales et le développement physique des jeunes. La conseillère déplore que, dans le domaine du sport, de nombreuses propositions de la déclaration demeurent à un stade d'intentions vagues, critiquant notamment l'absence d'un plan concret pour un nouveau hall sportif et la baisse du budget alloué aux travaux importants dans le centre sportif, estimant que cela envoie un signal négatif. Mme Golinska regrette que le renouvellement du terrain de football synthétique et la construction d'un autre terrain ne soient que des considérations, estimant que les engagements du collège échevinal manquent de précision pour rendre la commune plus attractive.

M. Roby Biwer (LSAP)

M. Roby Biwer (LSAP) souligne une certaine prudence du budget 2024 face à la situation financière communale, rappelant les avertissements fréquents du parti socialiste sur la future marge de manœuvre financière communale restreinte, en raison notamment des incertitudes liées à la reprise économique et à l'absence d'augmentation des subventions de l'État. Malgré la couverture des coûts liés aux déchets, il pointe les problèmes persistants liés à l'eau potable et aux eaux usées, appelant à une discussion transparente sur l'introduction d'une tarification



échelonnée. Le conseiller interroge l'augmentation significative de la consommation d'eau du terrain sportif et du hall sportif dans le budget rectifié 2023. Il souligne des coûts croissants liés à la consommation d'électricité et de chauffage depuis 2020, identifiant un potentiel d'économie substantiel et demande des chiffres précis, car les données qu'il a reçues diffèrent de celles publiées dans le « Gemengebuet ». Inquiet de l'augmentation des versements aux syndicats communaux représentant désormais 18 % des dépenses ordinaires, il appelle à une surveillance attentive. En matière de véridicité budgétaire, M. Biwer estime qu'elle atteint 62 %. Sur l'endettement, il souligne les dépassements réguliers des estimations initiales pour les grands projets de construction, ajoutant que d'autres projets, mentionnés dans la déclaration échevinale et qui ne sont pas encore inclus dans le budget, engendreront d'importantes dépenses futures. Le conseiller exprime des préoccupations quant aux annuités à rembourser et à l'augmentation de l'endettement par habitant. M. Biwer reconnaît le bon score de la commune au Pacte Nature et estime que beaucoup de projets qui ont été menés sous la houlette du parti socialiste ont contribué à ce succès comme le « Naturbësch ». Il critique néanmoins le non-respect des directives concernant les haies le long de la promenade du Soleil et l'installation incorrecte de nichoirs et d'abris pour hérissons.

Il salue la bonne collaboration avec le Sicona, l'augmentation substantielle et constante des crédits pour la biodiversité et la protection de l'environnement. Il félicite aussi la commune pour les nombreux projets entrepris dans le cadre du Pacte Climat, mais déplore les retards dans les rénovations énergétiques de différents bâtiments communaux et un passage inconséquent vers l'éclairage LED. Le budget, selon M. Biwer, reflète un endettement excessif sans ambition, avec plusieurs projets annoncés avant les élections communales risquant de ne pas être réalisés. Il mentionne le réaménagement du centre de Bettembourg, le plan directeur Sport, le concept de mobilité douce, la gestion des embouteillages, la renaturation de la « Diddelenger Bach » et de l'Alzette ainsi que le plan d'intervention en cas de catastrophes naturelles. En conclusion, il appelle le conseil communal à agir pour éviter un virage dramatique à droite lors des élections européennes.

M. Jeff Gross (CSV)

M. Jeff Gross se réjouit que le budget inclue les crédits pour élaborer des plans concrets pour le réaménagement du centre de Bettembourg. Il approuve la décision de ne pas étendre le PAG, soulignant le potentiel de la zone située entre le chemin de fer et la route de Luxembourg pour la construction d'un quartier résidentiel avec le soutien du Fonds de Logement, le PAP « Krakelshaff » et des maisons des douaniers. Le conseiller salue les ajustements au règlement sur les bâtisses pour favoriser la transition énergétique et la simplification des autorisations de construire. Sur la mobilité, il note que l'élimination des embouteillages prendra du temps et se réjouit que le budget 2024 prévoie les fonds nécessaires pour réaménager l'entrée en localité sur la route de Luxembourg ainsi que la route de Mondorf, ces projets contribueront à une meilleure gestion du trafic dans le centre de Bettembourg. M. Gross est d'avis qu'une étude sur l'introduction du stationnement résidentiel sur l'ensemble de la commune est indispensable, étant donné les différentes approches possibles. Le conseiller approuve le réaménagement du parking du cimetière et la sécurisation des passages piétons, notamment sur la route de Luxembourg. Il exprime sa satisfaction quant aux subventions liées au Pacte Climat, ainsi que pour des projets prévus dans le cadre de ce pacte tels que le monitoring des bâtiments communaux et la collaboration avec le LIST pour atteindre l'autosuffisance énergétique des bâtiments. En conclusion, M. Gross critique certaines déclarations de l'opposition. Il estime normal que la déclaration échevinale reste vague, compte tenu de son caractère pluriannuel. Il réfute l'argument



selon lequel la construction des maisons d'éducation serait trop coûteuse, soulignant le retard à rattraper dans ce domaine. Il rappelle que le parti socialiste a voté en faveur de tous les grands projets, mais se plaint maintenant des coûts de maintenance élevés. Il conteste également l'accusation d'un manque de stratégie financière et d'un endettement excessif, soulignant que le LSAP continue de demander davantage d'investissements, que ce soit dans le logement social, la construction d'un nouveau centre sportif, etc.

Mme Josée Lorsché (DÉI GRÉNG)

En réponse à diverses questions et critiques soulevées par les conseillers de l'opposition, l'échevine Mme Josée Lorsché met en avant la diversité des activités sociales de la commune et encourage tous les partis à persévérer dans la même direction. Elle informe les conseillers que la décision d'installer des panneaux photovoltaïques sur la toiture de la piscine a été prise par le syndicat « An der Schwemm » et que cette installation, étant située sur le territoire communal, sera intégrée dans les mesures du Pacte Climat. Quant à la rénovation de la « Schoul am Duerf », celle-ci est prévue dans le plan directeur des bâtiments scolaires ainsi que dans le concept d'assainissement du Pacte Climat. Le projet sera basé sur un concept pédagogique similaire aux nouvelles maisons d'éducation en cours de construction. Mme Lorsché rappelle que tous les projets et engagements liés au Pacte Climat et au Pacte Nature sont maintenus, comme indiqué dans la déclaration échevinale, et sont tous communiqués sur le site Web de la commune. Elle confirme que le « Design for All » ne se limite pas aux infrastructures, mais englobe une vision inclusive dans tous les domaines. L'échevine souligne les investissements importants en faveur des jeunes, englobant les initiatives telles que la crèche inclusive Kokopelli, le forum enfants et jeunes, la représentation d'enfants et jeunes, la collaboration étroite avec la MJC, les « job days » avec les SEA, les stages et jobs de vacances pour étudiants ainsi que les primes pour étudiants et élèves. Elle met également en avant le succès des activités vacances, du projet pédagogique « Medienakademie » et des activités de sensibilisation dans le domaine de la protection de la nature. En matière de coûts d'électricité, l'échevine précise qu'à la suite de l'année de référence 2019, la pandémie avait comme résultat que les infrastructures n'étaient guère utilisées et que par conséquent les dépenses énergétiques avaient baissé pendant la pandémie. Du fait que le prix de l'électricité a triplé en raison de la guerre en Ukraine, les dépenses ont nécessairement été plus élevées lors de l'année précédente. La consommation d'électricité a quant à elle été plus basse. Elle rappelle que la commune effectue en effet un monitoring précis de la consommation d'électricité de chaque bâtiment communal, et que ces chiffres démontrent clairement la diminution de la consommation. L'échevine souligne que les questions liées à la consommation énergétique sont régulièrement discutées au sein du team climat et que cette thématique serait également abordée dans une prochaine réunion du conseil communal. Elle rejette avec détermination les accusations de Patrick Hutmacher selon lequel la commune commettrait des erreurs dans la saisie des données dans l'outil « Enercoach » en précisant que la commune respecte rigoureusement le règlement grand-ducal en la matière. Selon l'outil mis en place au niveau national, les calculs des émissions de CO2 ne prennent pas en compte l'électricité produite et consommée par la commune elle-même, mais se basent sur le mix électrique national, soit la moyenne de tous les réseaux. Par ailleurs, il est évident pour l'échevine que les installations photovoltaïques seront développées partout où cela sera possible. De nouvelles formes d'installations PV nécessitant des toitures moins stables seront explorées, et l'autoconsommation communale sera au cœur du projet en collaboration avec le LIST. De plus, la transition vers l'éclairage LED dans les bâtiments est en cours. L'échevine admet que les installations de la piscine intercommunale, datant de 2004, ne répondent plus aux normes actuelles. Les services communaux examineront en collaboration avec le gérant les améliorations



possibles sans devoir fermer la piscine, l'objectif ici étant de concilier le confort des usagers de la piscine avec une gestion énergétique efficace.

En ce qui concerne la politique scolaire, Mme Lorsché rappelle qu'il y a évidemment des enfants résidant dans la commune, mais qui fréquentent des écoles en dehors de celle-ci, telles que des écoles privées, des écoles internationales, des écoles francophones et autres. Le plan de rénovation de la « Schoul am Duerf » sera établi lorsque le campus scolaire « Krakelshaff » sera opérationnel. Après ces travaux, il est fort probable que moins d'enfants retourneront à la « Schoul am Duerf », afin de permettre un enseignement avec davantage d'espaces fonctionnels.

L'échevine fait remarquer qu'il n'y a pas besoin de poste budgétaire pour le pédibus, mais seulement pour le salaire du personnel d'accompagnement. Elle mentionne l'exemple de la Cité du Soleil, où 54 élèves pourraient profiter d'un tel service, ce qui nécessiterait ainsi l'engagement de 8 à 10 accompagnateurs pour assurer leur sécurité. Malheureusement, toutes les tentatives antérieures pour recruter des accompagnateurs ont échoué. Quant à la politique de la jeunesse, elle informe que le renforcement du soutien aux jeunes âgés de 12 à 16 ans implique la création d'un service spécifiquement conçu pour les enfants trop âgés pour fréquenter le SEA tout en étant encore trop jeunes pour intégrer la MJC. Mme Lorsché informe que la création de jardins familiaux est toujours possible et qu'il suffit d'en faire la demande auprès de la commune. Elle reconnaît l'engagement écologique de l'ancienne majorité, mais remarque que la création de la réserve forestière intégrale, dite « Naturbësch », a malheureusement peu d'impact dans le calcul du score du Pacte Nature. Un défi majeur reste de réaliser des projets de biodiversité avec les agriculteurs en milieu ouvert. Elle informe qu'en raison du bon résultat obtenu au Pacte Nature, la commune a été sollicitée par le syndicat des communes Syvicol pour l'aider à émettre un avis sur la loi en question. En ce qui concerne une éventuelle mauvaise taille des haies, il est évident que les services communaux devront rendre des comptes s'ils commettent une erreur.

M. Gusty Graas (DP)

L'échevin M. Gusty Graas (DP) observe une confusion parmi certains conseillers entre la déclaration échevinale et le budget. Il informe que les fonds prévus au budget pour faire face aux inondations couvrent à la fois le coût de l'étude réalisée par le bureau EEPI et la mise en œuvre des premières mesures entreprises par la commune, et que la commune recevra des subventions étatiques pour soutenir ses efforts de protection contre les inondations. L'échevin rappelle que dans les projets de renaturation du « Diddelenger Bach » et de l'Alzette, la commune n'est pas maître d'ouvrage, mais seulement médiateur. La commune a sollicité, par lettre, l'administration responsable, à savoir le ministère de l'Environnement et l'administration des eaux, pour aborder le projet plus en détail, notamment concernant l'Alzette. Les douze gargouilles sont de la responsabilité de l'Administration des ponts et chaussées, pour lesquelles des projets concrets existent, mais n'ont pas encore été mis en œuvre. M. Graas assure que la commune continuerait à s'occuper de ce projet à l'avenir. En ce qui concerne l'augmentation du prix de l'eau potable, l'échevin estime que le parti socialiste votera en faveur de cette augmentation, la considérant comme une nécessité. Il rappelle les investissements coûteux à réaliser à l'avenir, notamment l'extension de la station d'épuration avec un doublement de la capacité et l'introduction de la 4^e étape de traitement. L'échevin note positivement que les subventions de l'État aux syndicats s'occupant des stations d'épuration devraient augmenter selon le nouveau ministre. Il affirme également que l'idée d'une tarification progressive de l'eau n'est pas oubliée et qu'un groupe de travail interne a été créé pour réviser le règlement sur l'eau. Cependant, l'échevin estime que la commune a fait un très bon travail en matière



d'assainissement ces dernières années. Il informe qu'aucun autre investissement n'est prévu pour le moment à côté du « Grillmobil », mais que la commune reste à l'écoute des besoins des associations. Il annonce qu'une conférence avec Alex Bodry aura lieu le 6 février pour expliquer aux associations la nouvelle loi a.s.b.l. et que la commune souhaite également impliquer davantage les associations dans la protection du climat et conclure avec elles une sorte de Pacte Climat. Quant à la revalorisation du centre de recyclage, M. Graas souligne que le centre de recyclage n'est pas une décharge, mais a pour objectif de valoriser au maximum les déchets. Il évoque des réflexions sur l'emplacement définitif du « Repair Café » et explique que la prime pour le compostage stagne vraisemblablement en raison de l'ignorance des citoyens, soulignant la nécessité d'en parler davantage dans les publications communales. M. Graas informe que des efforts sont en cours pour trouver un espace approprié pour le mini-stade à Huncherange. L'échevin explique que l'avenir du centre sportif est tributaire au développement du projet de réaménagement du centre et de la construction du nouveau centre d'intervention du CGDIS Bettembourg-Dudelange, actuellement au point mort. Cette stagnation a de répercussions directes sur les projets de réaménagement du centre et du centre sportif. M. Graas souligne qu'il ne serait pas responsable d'investir massivement dans l'assainissement énergétique de l'actuel bâtiment, étant donné qu'une nouvelle infrastructure sportive verra le jour tôt ou tard. Il note cependant de nouvelles opportunités pour les clubs sportifs au hall sportif du SEA « Reebou ». La construction d'un terrain de football supplémentaire dépendra des coûts et du manque d'espace. L'échevin conclut en affirmant que le plan directeur sportif n'est pas oublié et qu'actuellement, diverses initiatives sont en cours de réalisation, tandis que d'autres sont en attente, soumises à la satisfaction de certaines conditions préalables pour leur mise en œuvre.

M. Jean Marie Jans (CSV)

L'échevin M. Jean Marie Jans (CSV) souligne que la déclaration échevinale inclut le développement de pistes cyclables ainsi que le raccordement des pistes cyclables communales au réseau national, tout en préconisant l'intégration systématique de pistes cyclables dans tous les projets d'infrastructure routière. Afin de pouvoir baser la mise en œuvre, programmée pour 2025, de l'extension du parking résidentiel sur l'ensemble du territoire communal sur des concepts réfléchis et fondés, les fonds budgétisés pour 2024 seront alloués à la réalisation d'une étude. Par ailleurs, l'échevin informe que les entreprises peuvent soumettre leur candidature pour la zone d'activités « Krakelshaff » en continu. À l'heure actuelle, la commune a en principe déjà reçu suffisamment de candidatures pour finaliser le processus et attribuer les espaces disponibles. Après la mise en service complète du nouveau hall des régies situé route de Dudelange, le site de la montée d'Abweiler pourra être mis à disposition du CIGL et de partenaires, avec l'objectif d'y établir un pôle dédié à l'économie sociale et solidaire. L'échevin est confiant quant à la concrétisation de ce projet au cours de la mandature en cours. Pour ce qui est des préoccupations concernant l'accessibilité du site montée d'Abweiler, M. Jans précise qu'un arrêt de bus se trouve à proximité directe et que la ligne fonctionne avec une fréquence de passage de trente minutes aux heures de pointe. Quant aux questions concernant l'endettement de la commune, il souligne que les fonds empruntés contribuent notamment à des infrastructures vitales pour le développement de la commune. L'échevin déplore que la présentation inhérente au budget communal visualise, en dehors des recettes et dépenses, uniquement le tableau des emprunts, sans mettre en lumière, à l'instar d'une comptabilité privée, l'utilisation de ces fonds : bâtiments pour les services d'éducation et d'accueil, nouvelle école « Ëm de Bechel », extension de l'école à Noertzange, nouveau hall des régies, KulTourhaus à Huncherange. En tant que nouveau président du CIGL, M. Jans tient à remercier tous les bénévoles qui contribuent au succès de cette initiative d'insertion professionnelle. Il confirme que la sécurisation des passages



piétons demeure une priorité pour la commune. Comme il n'est pas possible de les faire tous dans l'immédiat, des mesures d'exécution pour la sécurisation des passages piétons sont en permanence budgétisées : 520 000 euros cumulés pour 2023 et 2024. Les passages piétons situés route de Luxembourg font bien entendu partie de ces mesures. Pour répondre aux questions concernant le « Design for All », l'échevin informe que la commune prévoit d'élaborer une charte communale « Inclusion », suivie d'un plan communal d'action en la matière. Il précise que le service « Senior+ » continue à être offert en collaboration avec la fondation « Hëllef Doheem » et l'office social de la commune. M. Jans rappelle que la digitalisation de l'administration communale s'opère notamment à travers le SIGI, avec la participation active de la commune dans deux groupes de travail. Par ailleurs, des collaborations concrètes sont déjà établies avec des partenaires externes, tandis que la commune déploie également des efforts internes notables dans le cadre de son processus permanent de modernisation.

M. Laurent Zeimet (CSV)

Le bourgmestre M. Laurent Zeimet (CSV) précise que la réalisation du graffiti du passage souterrain a été réalisée pour 19 935 euros, auxquels s'ajoutent 3 000 euros pour une couche de protection contre le vandalisme. En ce qui concerne une décentralisation des services, le collège entend proposer certaines démarches comme la distribution des sacs Valorlux pour faciliter la vie des citoyens. Le bourgmestre rassure que les réunions d'information annuelles du syndicat « An der Schwemm » à l'attention des conseillers vont reprendre et que l'interruption a été due à la pandémie. Les rapports de tous les syndicats sont systématiquement portés à l'ordre du jour des séances du conseil communal permettant aux conseillers de demander des explications à tout moment.

Le bourgmestre confirme que la sécurité routière demeure une préoccupation primordiale, avec une attention particulière accordée à la sécurisation des passages piétons. Cependant, même avec une sécurisation maximale de ces passages, la vigilance de tous les usagers de la route resterait essentielle, surtout lors des périodes d'hiver. M. Zeimet rappelle l'importance du projet de réaménagement de l'entrée en localité route de Luxembourg, soulignant qu'il s'agit d'un chantier majeur visant à améliorer la sécurité en forçant par des aménagements le respect de la limitation de vitesse. Le bourgmestre regrette que le parti socialiste, bien qu'ayant demandé lors du débat budgétaire la sécurisation des passages piétons route de Luxembourg, n'ait pas soutenu ce projet lors du vote. Conscient que les travaux coïncideront avec le renouvellement du pont Hammerel, le bourgmestre appelle à la bienveillance de chacun pendant cette période. Le bourgmestre explique que la commune aura besoin de deux agents municipaux supplémentaires en vue de la généralisation du parking résidentiel sur l'ensemble du territoire communal en 2025. Selon M. Zeimet, la création de nouveaux logements entraînerait nécessairement à terme une augmentation du nombre d'enfants à scolariser. La commune devrait ainsi préparer les infrastructures scolaires et d'accueil nécessaires pour répondre à cette croissance. Le bourgmestre propose d'évaluer régulièrement la réalisation des budgets concernant les nouvelles infrastructures au sein de la commission des finances. En conclusion, le bourgmestre remercie les conseillers et les échevins pour leur participation constructive aux discussions sur le budget.

Le conseil communal approuve finalement le budget rectifié 2023 et le budget initial 2024 avec 9 voix (CSV, DÉI GRÉNG, DP, ADR) contre 6 voix (LSAP).



BERICHT DES GEMEINDERATS VOM 15. DEZEMBER 2024

Der Gemeinderat diskutierte den berichtigten Haushaltsplan 2023 und den ursprünglichen Haushaltsplan 2024. Beide Dokumente wurden mit einer Mehrheit der Stimmen angenommen.

Diskussion des berichtigten Haushaltsplans 2023 und des ursprünglichen Haushaltsplans 2024

Bürgermeister Laurent Zeimet (CSV) forderte die Ratsmitglieder auf, zu dem in der Sitzung am 1. Dezember vorgestellten Haushalt Stellung zu nehmen.

Guy Frantzen (LSAP)

Guy Frantzen (LSAP) ist der Ansicht, dass die Vorlage des Haushaltsplans, vor allem zu Beginn der Legislaturperiode, eine erste finanzielle Kontrolle der Schöffenratserklärung darstellt, indem sie Hinweise auf die Realisierbarkeit der Projekte liefert und diejenigen unterscheidet, die fromme Wünsche bleiben werden. Seiner Meinung nach sieht der Haushalt keine Mittelzuweisung für sozialen und erschwinglichen Wohnraum vor, trotz der aktuellen landesweiten Wohnungskrise. Das Ratsmitglied fragte sich, ob es nicht besser wäre, den endgültigen Standort des "de BicherKueb" am "Pappageienhaus" in bezahlbaren Wohnraum umzuwandeln. Guy Frantzen begrüßt die Ankündigung des "Interrail-Passes", der allen Bürgern an ihrem achtzehnten Geburtstag angeboten wird, weist jedoch darauf hin, dass Jugendliche aus sozial schwachen Familien sich eine solche Reise ohne zusätzliches Taschengeld nicht leisten können. Das Ratsmitglied ist der Ansicht, dass ein Gesamtkonzept rund um die sanfte Mobilität noch immer fehlt. Er möchte Details zum Haushaltsposten erfahren, der für die verschiedenen Maßnahmen zum Hochwasserschutz vorgesehen ist. Er hält die Einstellung von zwei neuen Parkwächtern für nicht angemessen und möchte lieber die Entwicklung einer Gemeindepolizei abwarten. Guy Frantzen befürwortet die Investitionen in das Gewerbegebiet "Krakelshaff", bedauert jedoch die mangelnde Transparenz bei der Eröffnung der Ausschreibung und der Auswahl der Unternehmen, die sich dort ansiedeln können. Das Ratsmitglied kritisiert die mangelnde Transparenz bei den Ausgaben für das interkommunale Schwimmbad. Er betonte, dass der Gemeinderat nur einmal im Jahr ein Haushaltsdokument ohne detaillierte Erläuterungen erhalte. Obwohl er die Installation von 80 Solarzellen auf dem Dach des Schwimmbads begrüßt, fordert er den Schöffenrat auf, mehr Informationen zu liefern. Außerdem erinnerte er daran, dass die Mitglieder des Gemeinderats in der Vergangenheit einen jährlichen Besuch mit Erklärungen erhielten, eine Praxis, die nun offenbar eingestellt wurde. Das Ratsmitglied wollte wissen, wie hoch die Kosten für das Graffiti in der Unterführung und die Instandhaltung nach Vandalismus waren. Er fragt nach der Zukunft des lokalen Kinos, dem zukünftigen Standort des "Cent Buttek", der Renovierung der "Schoul am Duerf" nach 2025 und deren Anpassung an das im Masterplan ausgearbeitete pädagogische Konzept sowie nach der Zukunft der Ateliers im Parc Jacquinot nach dem Umzug des CIGL und des Gebäudes des Campingplatzes. Guy Frantzen fragt sich auch, ob der Umzug des CIGL an den Standort in Abweiler eine gute Idee sei, wenn man bedenkt, dass die meisten Angestellten kein Auto besitzen. Abschließend äußerte das Ratsmitglied seine Besorgnis über den immer geringer werdenden finanziellen Spielraum der Gemeinde. Er erkennt an, dass die Gemeinde in die Infrastruktur investieren muss, die die Bürger



und Angestellten benötigen, fürchtet jedoch die späteren Kosten für die Instandhaltung der neuen Gebäude.

Alain Gillet (CSV)

Laut Alain Gillet (CSV) setzt der Haushalt 2024 die Kontinuität der vorherigen Haushaltsjahre fort. Da die Alterspyramide deutlich zeigt, dass die Zahl der Kinder in der Gemeinde stetig steigt, findet er es logisch, einen großen Teil des Budgets in Kinder zu investieren. Er nennt in diesem Zusammenhang die SEA "Reebou", das Bildungshaus "ëm de Bëchel" und die Erweiterung der Schule in Nörtzingen. Diese Projekte wurden einstimmig verabschiedet, was bei Alain Gillet auf Unverständnis gegenüber der Sozialistischen Partei stößt, die regelmäßig die Erhöhung der Schulden kritisiert. Das Ratsmitglied lobt auch die Finanzierung des Jugendhauses, der inklusiven Kindertagesstätte Kokopelli, die Initiative "Interrail-Pass", die Prämien für Schüler und Studenten sowie den "Club Aktiv+ deForum". Im sozialen Bereich begrüßt Alain Gillet die geplante Erweiterung des "Office Social Commun", die Erhöhung der Sozialbeihilfe, die Unterstützung für das CIGL sowie die Projekte, die von "Beetebuerg Hëllef" und dem Jugendhaus durchgeführt werden. Er drückte seine Dankbarkeit gegenüber den zehn Haushalten in der Gemeinde aus, die ukrainische Flüchtlinge beherbergen. Alain Gillet begrüßt das Projekt des Bürgerhauses und die nächste Etappe des "Pakt vum Zesummeliewen". Er hebt hervor, dass der Haushalt die Vereine weiterhin finanziell und logistisch über hohe Zuschüsse und den Erwerb eines neuen "Grillmobils" unterstützt. Das Ratsmitglied stellt auch fest, dass dem Umweltschutz im Haushalt ein hoher Stellenwert eingeräumt wird. Er hält es für normal, dass die Gemeinde in die Instandhaltung und Erneuerung von Wasserleitungen investiert, um die Qualität des Trinkwassers zu gewährleisten. Er ist weiterhin davon überzeugt, dass es wichtig sei, die EU-Richtlinie einzuhalten, die eine obligatorische Kostendeckung für Trinkwasser vorschreibt; diese Einhaltung wird 2024 zu einer Erhöhung des Trinkwasserpreises führen. Er begrüßte auch die Investition in einen Lastwagen zur Erkennung von Wasserlecks und die Projekte im Zusammenhang mit der Abwasserbehandlung. Abschließend räumte Alain Gillet ein, dass das Jahr 2024 finanziell nicht einfach sein werde, betonte jedoch, dass die neuen Schulden dazu beitragen würden, in die Zukunft des Planeten und der Kinder zu investieren. Zusammenfassend ist er der Ansicht, dass der Haushalt die Umsetzung der aktuellen und früheren Koalitionsvereinbarungen widerspiegelt, mit einem Schwerpunkt auf Investitionen, um eine aktive Gemeinde zu erhalten.

Patrick Kohn (ADR)

Patrick Kohn (ADR) befürwortet die kontinuierlichen Investitionen in große Bauprojekte wie die Regiehalle, den Schulcampus "ëm de Bëchel", die Neugestaltung des Ortseingangs Route de Luxembourg, die Erweiterung der Schule in Nörtzingen, Spielplätze und die Sicherung von Fußgängerüberwegen. Angesichts der wachsenden Armut in Luxemburg begrüßt das Ratsmitglied die Unterstützung für den OSC, das CIGL und das "Cent Buttek". Herr Kohn befürwortet auch die Beteiligung an den Kosten des CGDIS, der sozialen Buchhandlung "de BicherKueb", des Jugendhauses, des interkommunalen Schwimmbads sowie die Zuschüsse an Vereine und NGOs. Obwohl die sehr hohen Kredite immer noch unter der vom Innenministerium festgelegten Warnschwelle von 20% liegen, warnte Patrick Kohn vor dem starken Anstieg der Pro-Kopf-Verschuldung auf 11.400 Euro im Jahr 2024. Aufgrund der hohen Zinssätze rät das Ratsmitglied zur Vorsicht und weist darauf hin, dass die Gemeinde Bettembourg im Jahr 2024 in Bezug auf die Verschuldung an der Spitze aller Gemeinden stehen könne. Abschließend drückte



Patrick Kohn seine volle Unterstützung für den vorgelegten Haushalt aus und erkannte die kontinuierlichen Investitionen in vorrangige Projekte für die Entwicklung der Gemeinde an.

Sylvie Jansa (LSAP)

Sylvie Jansa (LSAP) drückt ihre Zufriedenheit über die Aufnahme des Konzepts "Design for all" in die Schöffenratserklärung und seine Integration in den Seniorenausschuss aus und wartet gespannt auf seine Konkretisierung. Sie begrüßt die Einführung des "Club Activ+ deForum", fragt sich jedoch, ob die Vereinbarung mit "Hëllef Doheem" für "Seniors Plus" weiterhin Bestand haben wird. Nach Ansicht von Sylvie Jansa sind Investitionen in die Jugend eine Verpflichtung für eine Gemeinde, die ihre Zukunft plant. Sie schätzt den "Interrail-Pass", betont jedoch, dass es eine finanzielle Herausforderung bleibe, ihn für Jugendliche aus benachteiligten Verhältnissen zugänglich zu machen. Das Ratsmitglied plädiert auch für zusätzliche Initiativen wie Projekte, die Jugendliche bei der Wohnungssuche oder der Vorbereitung auf den Berufseinstieg unterstützen. Im Bereich der Sicherheit kritisiert Sylvie Jansa die Maßnahme, die Straßenbeleuchtung nachts auszuschalten. Sie hält die Energieeinsparungen für unbedeutend und stellt auch die Solidarität mit der Ukraine als Rechtfertigung in Frage und schlägt vor, dass die Aufnahme ukrainischer Flüchtlinge in Bettembourg eine bessere Lösung wäre. In Bezug auf die Route de Luxembourg, die kürzlich von zwei Unfällen gezeichnet war, schlug Sylvie Jansa vor, die Beleuchtung der Zebrastreifen zu verbessern und mobile Ampeln zu installieren, bis das für den Herbst geplante Umgestaltungsprojekt beginnt. Sie weist auch darauf hin, dass die Ausfahrt aus dem Wohngebiet der Straßen Michel Rodange und Nicolas Rosenfeld nicht in das Neugestaltungsprojekt einbezogen wurde. Die derzeitige Situation mache es für die Anwohner zu bestimmten Zeiten schwierig oder sogar gefährlich, die Straße zu verlassen. Das Ratsmitglied fragte abschließend nach dem vor einem Jahr angekündigten Versprechen, einen Sonnencreme-Automaten in der Nähe des Sportzentrums aufzustellen.

Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG)

Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) betrachtet den Haushalt als einen vielversprechenden Fahrplan für die Zukunft der Gemeinde. Er erwähnt die zahlreichen Projekte und Initiativen zur Aufwertung der Lebensqualität. Auf nationaler und internationaler Ebene wirkt sich die Situation der Polykrisen auf die Gemeinden aus. Massive Investitionen in diesem Kontext wären nach Ansicht des Ratsmitglieds unangebracht. Der Haushalt 2024 verfolge seiner Meinung nach eine Linie der Bescheidenheit, ohne wesentliche Projekte zu opfern. Nicolas Hirsch freut sich über die Erfolge bei der Teilnahme am Naturpakt, die hohe Ausgaben im Jahr 2024 und eine verstärkte Zusammenarbeit mit SICONA begründen würden. In Bezug auf den Klimapakt schätzt das Ratsmitglied die geplanten Maßnahmen, die die Arbeit der vergangenen Jahre konsolidieren. Er betont auch seine Unterstützung für die Anpassung der Bauverordnung an die Herausforderungen des Klimawandels und die bevorstehende Umwandlung der Zöllnerhäuser in erschwinglichen Wohnraum. Nicolas Hirsch lobt die anhaltenden Investitionen in eine attraktive Bildung angesichts des Bevölkerungswachstums der Gemeinde. Er unterstützt die Einrichtung des Kinder- und Jugendforums, mit dem die Rechte der neuen Generation auf demokratische Teilhabe gestärkt werden sollen. Er hofft, dass die Renovierungsarbeiten an der Hammerel-Brücke die "sanfte Mobilität" für Fahrten innerhalb der Gemeinde fördern werden. Schließlich hält Nicolas Hirsch den "Interrail-Pass" für eine sinnvolle Investition zur Förderung nachhaltiger Reisegewohnheiten bei der jungen Generation, wodurch Neugier, Solidarität und Toleranz innerhalb der europäischen Familie gestärkt würden.



Patrick Hutmacher (LSAP)

Laut Patrick Hutmacher (LSAP) haben sich die Stromkosten seit 2020 mehr als verdoppelt. Der Anstieg des kommunalen Stromverbrauchs hätte vermieden werden können, wenn die fünf Dächer der Gemeindegebäude, die teilweise mit PV-Anlagen ausgestattet sind, vollständig mit Solarzellen bestückt worden wären. Wenn die Gemeinde den so erzeugten Strom für ihre eigenen Gebäude nutzen würde, könnte diese Energie zudem im Rahmen des Klimapakts angerechnet werden. Derzeit sei dies nicht der Fall, da das verwendete Tool zu unflexibel sei, zu Fehlern führe und somit die Energiebuchhaltungsberichte des Klimapakts fehlerhaft seien. Das Ratsmitglied fragte, ob der interkommunale Syndikat SIGI, der diese Berichte unterzeichnet hat, eine Erklärung für die Ursache dieser Fehler liefern könne. Er plädiert auch dafür, im Rahmen des Klimapakts keinen externen Berater mehr zu beauftragen, um alle Kompetenzen innerhalb der Gemeindeverwaltung zu erhalten und solche Fehler in Zukunft zu vermeiden. Patrick Hutmacher spricht dann ein Projekt für eine private Kindertagesstätte in Fenningen an, das derzeit von der Kommission für Stadtplanung und Wohnungsbau geprüft wird und die Betreuung von 37 Kindern auf einer Fläche von etwa 200 m² vorsehe. Nach Ansicht des Ratsmitglieds würde diese Fläche offensichtlich nicht ausreichen, um eine solche Anzahl von Kindern unterzubringen. Er ist der Meinung, dass private Kindertagesstätten in den Masterplan Schule hätten aufgenommen werden müssen. Patrick Hutmacher stellt fest, dass die Anzahl der Kinder in der Gemeinde seit einigen Jahren stagniere. In der Schöfferratserklärung erfahre er, dass im Jahr 2025 eine Studie für das Bauprojekt des neuen Schulcampus Nörtzingen durchgeführt wird. Seiner Interpretation nach deutet dies darauf hin, dass dieses neue Bildungshaus nicht in dieser Mandatsperiode gebaut wird und er bittet um eine diesbezügliche Bestätigung. Was das neue Bildungshaus "ëm de Bëchel" betrifft, so soll es 2024/2025 eröffnet werden und auf einen Schlag 500 zusätzliche Plätze bieten. Laut Masterplan wird die "Schoul am Duerf" 2025 renoviert, aber das Ratsmitglied findet in der Schöfferratserklärung keinen Hinweis darauf, ob die in der "Schoul am Duerf" eingeschulten Kinder in die neue Schule "ëm de Bëchel" umziehen werden und welche der beiden Schulen 2024/2025 leer stehen wird.

Marco Estanqueiro (LSAP)

Marco Estanqueiro (LSAP) vergleicht die Schöfferratserklärung mit dem Haushalt 2024 und ist überrascht, dass in vielen Budgetartikeln Projekte fehlen, die in der Erklärung genannt werden, wie die Aufwertung des Recyclingparks, die Ausweitung des Pedibus, eine verstärkte Unterstützung für Jugendliche zwischen 12 und 16 Jahren, die Erhöhung der Anzahl von Kleingärten in Wohngebieten, die Einrichtung von Pop-up-Stores und die Schaffung der "Beetebuerg Kaart". Marco Estanqueiro bat um weitere Erläuterungen zur angestrebten kommunalen Energieautonomie, zum künftigen festen Standort des "Repair Cafés" und dessen Öffnungszeiten, zur angekündigten Digitalisierung der Gemeindeverwaltung sowie zur geplanten Umsetzung von Energiegenossenschaften. Das Ratsmitglied sprach die Idee an, die Bedingungen für die Beibehaltung der Prämie für die individuelle Kompostierung zu verbessern, da der dafür vorgesehene Betrag in den letzten Jahren konstant geblieben sei. Er fragte auch nach der Möglichkeit, eine Partnerschaft mit einer der benachbarten französischen Gemeinden in Betracht zu ziehen, mit denen die Gemeinde bereits im Rahmen des STEP zusammenarbeitet. Marco Estanqueiro möchte auch wissen, welche anderen Ausstattungen neben dem "Grillmobil" logistisch zur Unterstützung der Vereine erworben werden. Schließlich versuchte er zu verstehen, was die in der Schöfferratserklärung angesprochene Dezentralisierung der Verwaltung bedeute.



Guy Bley (CSV)

Guy Bley (CSV) äußert seine Verwunderung über die Aussagen von Guy Frantzen, der die Berücksichtigung des sozialen Aspekts im Haushalt in Frage stelle. Er betont, dass von den Ausgaben in Höhe von 61 Millionen Euro 13,5 Millionen Euro speziell für den sozialen Bereich bereitgestellt werden, was nach Ansicht des Ratsmitglieds das aktive Engagement der Gemeinde für alle Alters- und Bevölkerungsgruppen beweise. Das Ratsmitglied hebt die Bedeutung des OSC als Schlüsselakteur im sozialen Bereich hervor und lobt ihre Professionalität. Er ist der Ansicht, dass der Haushalt die positiven Aspekte zur Unterstützung des OSC hervorhebe und auch die notwendigen Mittel für den weiteren Ausbau der Räumlichkeiten vorsehe, die für das reibungslose Funktionieren des OSC erforderlich seien. Guy Bley hält es für wichtig, bei der Einführung des Anwohnerparkens auf dem gesamten Gemeindegebiet zwei zusätzliche Parkwächter einzustellen, um eine angemessene Kontrolle zu gewährleisten, und betont, wie wichtig es sei, die Einhaltung der eingeführten Regeln zu überwachen. Das Ratsmitglied schätzt die Bemühungen der Gemeinde im Bereich des Hochwasserschutzes und hebt die Durchführung einer Studie, die Organisation von Workshops mit den Einwohnern und die Ausarbeitung von über 130 Maßnahmen hervor. Seiner Meinung nach wird die geplante neue Pegelmessstation die Gemeinde und die Einwohner im Falle einer Überschwemmung in Echtzeit informieren, was das Ergreifen von Präventivmaßnahmen erleichtere. Guy Bley begrüßt auch die umfangreichen Investitionen in Zebrastreifen, um die Sicherheit zu erhöhen. Ebenso drückt er seine Wertschätzung für die bedeutenden Investitionen in das CGDIS aus, das ein Hauptakteur in Sachen Sicherheit sei.

Izabella Golinska (LSAP)

Izabella Golinska (LSAP) kritisiert die Schöffenratserklärung wegen eines Mangels an spezifischen Maßnahmen für Jugendliche, mit Ausnahme des "Interrail-Passes". Sie ist der Meinung, dass die lokale Jugend in den letzten Jahren vernachlässigt worden sei und hofft, dass das Budget für diese Altersgruppe im nächsten Jahr substanziell erhöht werde und setzt ihre Hoffnungen auf die neue Kommission für Chancengleichheit und sozialen Zusammenhalt. In der Zwischenzeit wünscht sich das Ratsmitglied die schnelle Umsetzung anderer Punkte der Erklärung, wie die Einrichtung des Parc Jacquinot mit einem Restaurant und die Schaffung eines Mini-Stadions in Hüncheringen. Sie hält solche multifunktionalen Strukturen für wesentlich, um die soziale Interaktion und die körperliche Entwicklung von Jugendlichen zu fördern. Das Ratsmitglied bedauert, dass im Bereich Sport viele Vorschläge der Erklärung im Stadium vager Absichten verharren. Sie kritisiert insbesondere das Fehlen eines konkreten Plans für eine neue Sporthalle und die Kürzung des Budgets für wichtige Arbeiten im Sportzentrum, da dies ihrer Meinung nach ein negatives Signal aussende. Izabella Golinska bedauert, dass die Erneuerung des synthetischen Fußballplatzes und der Bau eines weiteren Platzes nur Überlegungen sind, da sie der Meinung ist, dass es den Verpflichtungen des Schöffenrats an Präzision mangle, um die Gemeinde attraktiver zu machen.

Roby Biver (LSAP)

Roby Biver (LSAP) betont eine gewisse Vorsicht des Haushalts 2024 angesichts der kommunalen Finanzlage und erinnert an die häufigen Warnungen der Sozialistischen Partei über den künftigen eingeschränkten kommunalen Finanzspielraum, insbesondere aufgrund der Unsicherheiten im Zusammenhang mit der wirtschaftlichen Erholung und der ausbleibenden



Erhöhung der staatlichen Subventionen. Trotz der Kostendeckung bei der Abfallentsorgung weist er auf die anhaltenden Probleme bei Trinkwasser und Abwasser hin und fordert eine transparente Diskussion über die Einführung gestaffelter Gebühren. Das Ratsmitglied hinterfragt den signifikanten Anstieg des Wasserverbrauchs für den Sportplatz und die Sporthalle im berichtigten Haushalt 2023. Er weist auf steigende Kosten im Zusammenhang mit dem Strom- und Wärmeverbrauch seit 2020 hin, identifiziert ein erhebliches Einsparpotenzial und bittet um genaue Zahlen, da die Daten, die er erhalten hat, von denen im "Gemeengebuert" abweicht. Besorgt über den Anstieg der Zahlungen an kommunale Syndikate, die mittlerweile 18% der ordentlichen Ausgaben ausmachen, fordert Roby Biwer eine sorgfältige Überwachung. In Bezug auf die Haushaltswahrheit schätzt er, dass diese bei 62% liegt. In Bezug auf die Verschuldung hebt er die regelmäßigen Überschreitungen der ursprünglichen Schätzungen für große Bauprojekte hervor und fügt hinzu, dass andere Projekte, die in der Schöfferratserklärung erwähnt werden und noch nicht im Haushalt enthalten sind, in Zukunft erhebliche Ausgaben verursachen werden. Das Ratsmitglied äußerte Bedenken hinsichtlich der zu zahlenden Annuitäten und der steigenden Pro-Kopf-Verschuldung. Roby Biwer erkennt das gute Abschneiden der Gemeinde beim Naturpakt an und ist der Meinung, dass viele Projekte, die unter der Führung der sozialistischen Partei durchgeführt wurden, zu diesem Erfolg beigetragen haben, wie z.B. der "Naturbësch". Er kritisiert jedoch die Nichteinhaltung der Richtlinien für die Hecken entlang der Sonnenpromenade und die falsche Installation von Nistkästen und Igelunterkünften.

Er lobt die gute Zusammenarbeit mit Sicona, die erhebliche und stetige Erhöhung der Mittel für die Biodiversität und den Umweltschutz. Er lobt die Gemeinde auch für die zahlreichen Projekte, die im Rahmen des Klimapakts in Angriff genommen wurden, bedauert jedoch die Verzögerungen bei der energetischen Sanierung verschiedener Gemeindegebäude und die inkonsequente Umstellung auf LED-Beleuchtung. Der Haushalt, so Roby Biwer, spiegele eine unambitionierte Überschuldung wider, wobei mehrere vor den Kommunalwahlen angekündigte Projekte Gefahr liefen, nicht realisiert zu werden. Er erwähnte die Neugestaltung des Zentrums von Bettemburg, den Masterplan Sport, das Konzept für sanfte Mobilität, das Staumanagement, die Renaturierung des "Diddelenger Bachs" und der Alzette sowie den Einsatzplan für Naturkatastrophen. Abschließend fordert er den Gemeinderat auf, zu handeln, um einen dramatischen Rechtsruck bei den Europawahlen zu verhindern.

Jeff Gross (CSV)

Jeff Gross freut sich, dass der Haushalt die Mittel zur Ausarbeitung konkreter Pläne für die Neugestaltung des Zentrums von Bettemburg enthält. Er befürwortet die Entscheidung, das PAG nicht zu erweitern, und betont das Potenzial des Gebiets zwischen der Eisenbahn und der Route de Luxembourg für den Bau eines Wohnviertels mit Unterstützung des „Fonds de Logement“, des PAP "Krakelshaff" und der Zollhäuser. Das Ratsmitglied begrüßt die Anpassungen der Bauverordnung zur Förderung der Energiewende und die Vereinfachung der Baugenehmigungen. Zum Thema Mobilität merkt er an, dass die Beseitigung der Staus Zeit brauchen wird und freut sich, dass der Haushalt 2024 die notwendigen Mittel für die Neugestaltung der Ortseinfahrt auf der Route de Luxembourg sowie der Route de Mondorf vorsehe, da diese Projekte zu einem besseren Verkehrsmanagement im Zentrum von Bettemburg beitrüge. Jeff Gross ist der Ansicht, dass eine Studie zur Einführung von Anwohnerparken in der gesamten Gemeinde angesichts der verschiedenen möglichen Ansätze unerlässlich sei. Das Ratsmitglied befürwortet die Neugestaltung des Parkplatzes am Friedhof und die Sicherung von Fußgängerüberwegen, insbesondere auf der Route de Luxembourg. Er



äußert seine Zufriedenheit mit den Subventionen im Zusammenhang mit dem Klimapakt sowie mit Projekten, die im Rahmen dieses Paktes vorgesehen seien, wie z. B. das Monitoring der Gemeindegebäude und die Zusammenarbeit mit dem LIST, um die Energieautarkie von Gebäuden zu erreichen. Abschließend kritisiert Jeff Gross einige Aussagen der Opposition. Er hält es für normal, dass die Schöffenratserklärung angesichts ihres mehrjährigen Charakters unpräzise bleibe. Er widerlegt das Argument, dass der Bau von Bildungshäusern zu teuer sei, und betont den Nachholbedarf in diesem Bereich. Er erinnert daran, dass die Sozialistische Partei für alle Großprojekte gestimmt hat, sich nun aber über die hohen Wartungskosten beschwere. Er widerspricht auch dem Vorwurf einer fehlenden Finanzstrategie und einer übermäßigen Verschuldung und stellt fest, dass die LSAP weiterhin mehr Investitionen fordere, sei es in den sozialen Wohnungsbau, den Bau eines neuen Sportzentrums etc.

Josée Lorsché (DÉI GRÉNG)

Als Antwort auf verschiedene Fragen und Kritikpunkte, die von den Ratsmitgliedern der Opposition vorgebracht wurden, hebt Schöffin Josée Lorsché (DÉI GRÉNG) die Vielfalt der sozialen Aktivitäten der Gemeinde hervor und ermutigt alle Parteien, in der gleichen Richtung weiterzumachen. Sie informiert die Ratsmitglieder darüber, dass die Entscheidung, auf dem Dach des Schwimmbads eine PV-Anlage zu installieren, vom Syndikat "an der Schwemm" getroffen wurde und dass diese Anlage, da sie sich auf dem Gemeindegebiet befindet, in die Maßnahmen des Klimapakts aufgenommen werde. Was die Renovierung der "Schoul am Duerf" betrifft, so sei diese sowohl im Masterplan Schule als auch im Sanierungskonzept des Klimapakts vorgesehen. Das Projekt wird auf einem pädagogischen Konzept basieren, das den neuen Bildungshäusern, die derzeit gebaut werden, entspreche. Josée Lorsché erinnert daran, dass alle Projekte und Verpflichtungen im Zusammenhang mit dem Klimapakt und dem Naturpakt, wie in der Schöffenratserklärung dargelegt, aufrechterhalten werden und alle auf der Website der Gemeinde kommuniziert werden. Sie bestätigt, dass sich das "Design for All" nicht auf Infrastrukturen beschränke, sondern eine integrative Herangehensweise in allen Bereichen umfasst. Die Schöffin verweist auf die großen Investitionen in die Jugend, die Initiativen wie die Kokopelli-Kinderkrippe, das Kinder- und Jugendforum, die Kinder- und Jugendvertretung, die enge Zusammenarbeit mit dem Jugendhaus, die Job Days mit den SEA, Praktika und Ferienjobs für Studenten sowie Prämien für Studenten und Schüler umfassen. Sie hebt auch den Erfolg der Ferienaktivitäten, des pädagogischen Projekts "Medienakademie" und der Sensibilisierungsmaßnahmen im Bereich des Naturschutzes hervor. In Bezug auf die Stromkosten erklärt Schöffin Lorsché, dass die Pandemie nach dem Referenzjahr 2019 zu geringerer Nutzung der Infrastrukturen geführt hat, was in dieser Zeit einen Rückgang der Energiekosten zur Folge hatte. Da sich der Strompreis daraufhin aufgrund des Krieges in der Ukraine verdreifacht hat, waren die Ausgaben nach der Pandemie zwangsläufig höher, der Stromverbrauch jedoch niedriger. Sie erinnert daran, dass die Gemeinde den Stromverbrauch jedes Gemeindegebäudes genau überwacht und dass diese Zahlen den Rückgang des Verbrauchs deutlich belegen. Die Schöffin betont, dass Fragen zum Energieverbrauch regelmäßig im "Klimateam" diskutiert werden und dass diese Thematik auch in einer der nächsten Sitzungen des Gemeinderats behandelt würde. Die Kritik von Patrick Hutmacher, dass die Gemeinde bei der Dateneingabe in das Tool "Enercoach" Fehler mache, weist sie entschieden zurück und macht darauf aufmerksam, dass sich die Gemeinde strikt an die diesbezügliche großherzogliche Verordnung halte. Gemäß dem auf nationaler Ebene eingeführten Tool wird bei den Berechnungen der CO₂-Emissionen nicht der von der Gemeinde selbst erzeugte und verbrauchte Strom berücksichtigt, sondern der nationale Strom Mix, also der Durchschnitt aller Netze. Außerdem ist für Josée Lorsché klar, dass PV-Anlagen überall dort, wo es möglich sei, ausgebaut werden. Neue Formen von PV-Anlagen, die weniger stabile Dächer



benötigen, werden erforscht, und der kommunale Eigenverbrauch wird in Zusammenarbeit mit dem LIST im Mittelpunkt eines Projekts stehen. Darüber hinaus wird der Übergang zu LED-Beleuchtung in Gebäuden in Angriff genommen. Die Schöffin räumt ein, dass die Anlagen des interkommunalen Schwimmbads aus dem Jahr 2004 nicht mehr den aktuellen Standards entsprechen. Die Gemeindedienste werden in Zusammenarbeit mit dem Betreiber prüfen, welche Verbesserungen möglich sind, ohne das Schwimmbad schließen zu müssen, da das Ziel hier darin besteht, den Komfort der Schwimmbadnutzer mit einem effizienten Energiemanagement zu vereinbaren.

In Bezug auf die Schulpolitik erinnert Schöffin Lorsché daran, dass es offensichtlich auch Kinder gibt, die zwar in der Gemeinde wohnen, aber Schulen außerhalb der Gemeinde besuchen, wie Privatschulen, internationale Schulen, französischsprachige Schulen und andere. Der Plan für die Renovierung der "Schoul am Duerf" werde erstellt, wenn der Schulcampus "Krakelshaff" in Betrieb genommen wird. Nach diesen Arbeiten werden höchstwahrscheinlich weniger Kinder in die "Schoul am Duerf" zurückkehren, womit mehr Funktionsräume ermöglicht werden. Die Schöffin merkt an, dass es keinen Haushaltsposten für den „Pedibus“ brauche, sondern nur für das Gehalt des Begleitpersonals. Sie erwähnt das Beispiel der „Cité du Soleil“, wo 54 Schüler von einem solchen Service profitieren könnten, was somit die Einstellung von 8 bis 10 Begleitern erfordere, um ihre Sicherheit zu gewährleisten. Leider sind alle bisherigen Versuche, Begleitpersonen zu rekrutieren, gescheitert. In Bezug auf die Jugendpolitik informiert sie, dass die verstärkte Unterstützung von Jugendlichen im Alter von 12 bis 16 Jahren die Schaffung eines Dienstes voraussetzt, der speziell auf Kinder zugeschnitten sei, die zu alt sind, um die SEA zu besuchen, aber noch zu jung, um dem Jugendhaus beizutreten. Josée Lorsché informiert, dass die Einrichtung von Familiengärten immer möglich sei und Interessierte nur einen entsprechenden Antrag bei der Gemeinde stellen müssen. Sie erkennt das ökologische Engagement der früheren Mehrheit an, gibt aber zu bedenken, dass das damals ausgewiesene integrale Waldreservat, genannt "Naturbësch", kaum Auswirkungen auf die Berechnung der Punktzahl des Naturpakts habe. Eine große Herausforderung sei es weiterhin, Biodiversitätsprojekte mit Landwirten in offenen Landschaften zu realisieren. Sie informiert, dass die Gemeinde aufgrund des guten Ergebnisses im Naturpakt vom Gemeindeverband Syvicol um Unterstützung bei der Abgabe einer Stellungnahme zu dem betreffenden Gesetz gebeten wurde. Was einen möglichen falschen Heckenschnitt betrifft, so ist klar, dass die Gemeindedienste zur Rechenschaft gezogen werden, wenn sie einen Fehler begehen.

Gusty Graas (DP)

Schöffe Gusty Graas (DP) bemerkt, dass einige Ratsmitglieder die Schöffenratserklärung mit dem Budget verwechselten. Er informiert, dass die im Haushalt vorgesehenen Mittel zur Bewältigung der Überschwemmungen sowohl die Kosten der vom Büro EEPI durchgeführten Studie als auch die Umsetzung der ersten von der Gemeinde unternommenen Maßnahmen abdecken und dass die Gemeinde staatliche Subventionen erhalten wird, um ihre Anstrengungen zum Schutz vor Überschwemmungen zu unterstützen. Der Schöffe erinnert daran, dass die Gemeinde bei den Renaturierungsprojekten des "Diddelenger Bachs" und der Alzette nicht Bauherr, sondern nur Vermittler sei. Die Gemeinde hat das Umweltministerium und die Wasserbehörde gebeten, das Projekt detaillierter anzugehen, insbesondere was die Alzette betreffe. Die zwölf „Gargouilles“ fallen in den Zuständigkeitsbereich der Straßenbauverwaltung, für die es konkrete Pläne gibt, die aber noch nicht umgesetzt wurden. Gusty Graas versichert, dass sich die Gemeinde auch in Zukunft um dieses Projekt kümmere. In Bezug auf die Erhöhung des Trinkwasserpreises geht der Schöffe davon aus, dass die Sozialistische Partei für diese



Erhöhung stimmen wird, da sie diese als notwendig erachte. Er erinnert an die kostspieligen Investitionen, die in Zukunft getätigt werden müssen, insbesondere die Erweiterung der Kläranlage mit einer Verdoppelung der Kapazität und die Einführung der vierten Klärstufe. Der Schöffe stellt positiv fest, dass die staatlichen Zuschüsse für die Syndikate, die sich um die Kläranlagen kümmern, laut dem neuen Minister steigen sollen. Er sagt auch, dass die Idee einer progressiven Wasserpreisgestaltung nicht vergessen wurde und dass eine interne Arbeitsgruppe zur Überarbeitung der Wasserverordnung vorbereite. Gusty Graas ist der Ansicht, dass die Gemeinde in den letzten Jahren eine sehr gute Arbeit im Bereich der Abwasserentsorgung geleistet habe. Er informiert, dass neben dem "Grillmobil" derzeit keine weiteren Investitionen geplant seien, dass die Gemeinde aber weiterhin ein offenes Ohr für die Bedürfnisse der Vereine habe. Er kündigt an, dass am 6. Februar ein Vortrag mit Alex Bodry stattfinden wird, um den Vereinen das neue ASBL-Gesetz zu erklären, und dass die Gemeinde die Vereine auch stärker in den Klimaschutz einbeziehen und mit ihnen eine Art Klimapakt schließen möchte. Was die Aufwertung des Recyclinghofs angehe, betont Schöffe Graas, dass der Recyclinghof keine Deponie sei, sondern das Ziel habe, den Abfall so weit wie möglich zu verwerten. Er erwähnt Überlegungen zum endgültigen Standort des "Repair Cafés" und erklärt, dass die Prämie für die Kompostierung wahrscheinlich aufgrund der Unwissenheit der Bürger stagniere, und betont die Notwendigkeit, in den Gemeindepublikationen mehr darüber zu berichten. Gusty Graas informiert, dass Bemühungen im Gange seien, einen geeigneten Platz für das Mini-Stadion in Hüncheringen zu finden. Er erklärt, dass die Zukunft des Sportzentrums von der Entwicklung des Projekts zur Neugestaltung des Zentrums und dem Bau des neuen Einsatzzentrums des CGDIS Bettembourg-Düdelingen abhängen, die derzeit ins Stocken geraten seien. Diese Stagnation habe direkte Auswirkungen auf die Projekte zur Neugestaltung des Zentrums und des Sportzentrums. Der Schöffe betont, dass es nicht verantwortungsbewusst wäre, massiv in die energetische Sanierung des derzeitigen Gebäudes zu investieren, da früher oder später eine neue Sportinfrastruktur entstehen werde. Er verweist jedoch auf neue Möglichkeiten für Sportvereine in der SEA-Sporthalle "Reebou" fest. Der Bau eines zusätzlichen Fußballfeldes werde von den Kosten und dem Platzmangel abhängen. Er schloss mit der Aussage, dass der Masterplan Sport nicht vergessen sei und dass derzeit verschiedene Initiativen umgesetzt würden, während andere in der Warteschleife seien, die der Erfüllung bestimmter Vorbedingungen für ihre Umsetzung unterlägen.

Jean Marie Jans (CSV)

Schöffe Jean Marie Jans (CSV) betont, dass die Schöffenratserklärung die Entwicklung von Radwegen sowie die Anbindung der kommunalen Radwege an das nationale Netz beinhaltet und gleichzeitig die systematische Integration von Radwegen in alle Straßeninfrastrukturprojekte befürwortet. Um die für 2025 geplante Umsetzung der Ausweitung des Anwohnerparkens auf das gesamte Gemeindegebiet auf durchdachte und fundierte Konzepte stützen zu können, werden die für 2024 budgetierten Mittel für die Durchführung einer Studie bereitgestellt. Des Weiteren informiert der Schöffe darüber, dass sich Unternehmen laufend für das Gewerbegebiet "Krakelshaff" bewerben können. Derzeit hat die Gemeinde im Prinzip bereits genügend Bewerbungen erhalten, um den Prozess abzuschließen und die verfügbaren Flächen zuzuteilen. Nach der vollständigen Inbetriebnahme der neuen kommunalen Werkstätten an der Route de Dudelange kann das Gelände an der Montée d'Abweiler dem CIGL und Partnern zur Verfügung gestellt werden, mit dem Ziel, dort ein der Sozial- und Solidarwirtschaft gewidmetes Zentrum zu errichten. Der Schöffe ist zuversichtlich, dass dieses Projekt noch in der laufenden Amtszeit verwirklicht werden kann. Was die Bedenken bezüglich der Zugänglichkeit des Standortes Montée d'Abweiler betrifft, so erklärt Schöffe Jans, dass sich in unmittelbarer Nähe eine



Bushaltestelle befinde und die Buslinie in Spitzenzeiten mit einer Frequenz von dreißig Minuten verkehrt. Was die Fragen zur Verschuldung der Gemeinde angeht, betont er, dass die geliehenen Gelder insbesondere zu Infrastrukturen beitragen, die für die Entwicklung der Gemeinde lebenswichtig sind. Er bedauert, dass die dem Gemeindehaushalt inhärente Präsentation neben den Einnahmen und Ausgaben nur die Tabelle der Anleihen visualisiert, ohne, wie in einer privaten Buchhaltung, die Verwendung dieser Gelder zu beleuchten: Gebäude für die Erziehungs- und Betreuungsdienste, neue Schule "ëm de Bëchel", Erweiterung der Schule in Nörtzingen, neue kommunale Werkstätten, KulTourhaus in Hüncheringen. Als neuer Präsident des CIGL möchte Jean Marie Jans allen Freiwilligen danken, die zum Erfolg dieser Initiative zur beruflichen Eingliederung beitragen. Er bestätigt, dass die Sicherung der Zebrastreifen weiterhin eine Priorität für die Gemeinde darstelle. Da es nicht möglich sei, alle Fussgängerüberwege gleichzeitig umzugestalten, werden laufend Maßnahmen zur Sicherung in den Haushalt eingestellt: 520.000 Euro kumuliert für 2023 und 2024. Die Zebrastreifen an der Route de Luxembourg sind selbstverständlich Teil dieser Maßnahmen. Um Fragen zum "Design for All" zu beantworten, informiert der Schöffe, dass die Gemeinde plane, eine kommunale "Inklusion" Charta zu erstellen, gefolgt von einem kommunalen Aktionsplan in diesem Bereich. Er weist darauf hin, dass der Service "Senior+" weiterhin in Zusammenarbeit mit der Stiftung "Hëllef Doheem" und dem Sozialamt der Gemeinde angeboten wird. Der Schöffe erinnert daran, dass die Digitalisierung der Gemeindeverwaltung insbesondere über das SIGI erfolge, wobei die Gemeinde in zwei Arbeitsgruppen aktiv mitwirkt. Darüber hinaus gibt es bereits konkrete Kooperationen mit externen Partnern, während die Gemeinde im Rahmen ihres kontinuierlichen Modernisierungsprozesses auch intern beachtliche Anstrengungen unternehme.

Laurent Zeimet (CSV)

Bürgermeister Laurent Zeimet (CSV) präzisiert, dass das Graffiti der Unterführung für 19.935 Euro realisiert wurde, zu denen noch 3.000 Euro für eine Schutzschicht gegen Vandalismus hinzukommen. In Bezug auf eine Dezentralisierung der Dienstleistungen will der Schöffenrat bestimmte Schritte vorschlagen, wie z. B. die Verteilung von Valorlux-Säcken, um den Bürgern das Leben zu erleichtern. Der Bürgermeister beruhigt, dass die jährlichen Informationsversammlungen des Syndikats "an der Schwemm" für die Ratsmitglieder wieder aufgenommen werden und dass die Unterbrechung auf die Pandemie zurückzuführen war. Die Berichte aller Syndikate werden systematisch auf die Tagesordnung der Gemeinderatssitzungen gesetzt, so dass die Ratsmitglieder jederzeit Erklärungen verlangen könnten. Der Bürgermeister bestätigte, dass die Straßenverkehrssicherheit ein vorrangiges Anliegen bleibe, wobei der Sicherung von Zebrastreifen besondere Aufmerksamkeit gewidmet wird. Doch selbst bei einer maximalen Sicherung dieser Übergänge bleibe die Wachsamkeit aller Verkehrsteilnehmer von entscheidender Bedeutung, insbesondere in der Winterzeit. Laurent Zeimet erinnert an die Bedeutung des Projekts zur Neugestaltung der Ortseinfahrt Route de Luxembourg und betont, dass es sich um eine große Baustelle handele, die die Sicherheit verbessern soll, indem sie durch bauliche Maßnahmen die Einhaltung der Geschwindigkeitsbegrenzung erzwingt. Er bedauert, dass die Sozialistische Partei, obwohl sie bei der Haushaltsdebatte die Sicherung der Zebrastreifen in der Route de Luxembourg forderte, dieses Projekt bei der Abstimmung nicht unterstützt habe. Er ist sich bewusst, dass die Arbeiten mit der Erneuerung der Hammerel-Brücke zusammenfallen, und appelliert an das Wohlwollen jedes Einzelnen während dieser Zeit.

Bürgermeister Zeimet erläutert, dass die Gemeinde zwei zusätzliche Parkwächter benötige, da 2025 das Anwohnerparken auf dem gesamten Gemeindegebiet eingeführt werden soll. Laut



Laurent Zeimet würde die Schaffung neuer Wohnungen langfristig zwangsläufig zu einem Anstieg der Zahl der einzuschulenden Kinder führen. Die Gemeinde müsse daher die notwendige Schul- und Betreuungsinfrastruktur vorbereiten, um diesem Wachstum gerecht zu werden. Er schlägt vor, die Umsetzung der Budgets für die neuen Infrastrukturen regelmäßig im Finanzausschuss zu bewerten. Abschließend dankt der Bürgermeister den Ratsmitgliedern und Schöffen für ihre konstruktive Teilnahme an den Haushaltsberatungen.

Der Gemeinderat verabschiedet schließlich den berichtigten Haushalt 2023 und den ursprünglichen Haushalt 2024 mit 9 Stimmen (CSV, DÉI GRÉNG, DP, ADR) gegen 6 Stimmen (LSAP).

